

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4538

[2003/202038]

**22 OCTOBRE 2003. — Décret modifiant les décrets du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, du 30 avril 1999 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau, et du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications des dispositions du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, sont insérées les définitions suivantes :

1. "29° Agglomération : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final;"

2. "30° Zone : partie du territoire ne constituant pas une agglomération mais située au sein d'un sous-bassin hydrographique et suffisamment homogène pour y appliquer un régime d'assainissement."

**Art. 2.** A l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, le 6° est remplacé par la disposition suivante :

"6° participer à la réalisation des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et à leurs révisions sous la responsabilité et la supervision de la S.P.G.E.;"

**Art. 3.** L'article 33 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 33. — § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête un règlement général d'assainissement concernant l'évacuation et le traitement des eaux urbaines résiduaires.

Le règlement général d'assainissement définit :

- les obligations générales d'évacuation et de traitement des eaux urbaines résiduaires;
- les régimes d'assainissement collectif, autonomes et transitoires;
- les critères de détermination et les obligations corrélatives à l'application de ces régimes d'assainissement au sein des agglomérations ou des zones;
- les modalités d'application des régimes d'assainissement par agglomération ou par zone, ainsi que leur évolution;
- les principes d'établissement des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et les conditions de leurs révisions et de leurs mises à jour.

§ 2. Le règlement général d'assainissement prévoit un plan d'assainissement pour chaque sous-bassin hydrographique.

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique reprend les agglomérations ou les zones et les régimes d'assainissement des eaux urbaines résiduaires qui leur sont applicables.

Ces plans d'assainissement sont élaborés par la S.P.G.E., réalisés par les organismes d'épuration agréés et approuvés par le Gouvernement."

**Art. 4.** L'article 35 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 35. — Le conseil communal édicte un règlement communal qui complète, le cas échéant, les obligations d'évacuation et de traitement des eaux usées dérivant du règlement général d'assainissement visé à l'article 33, § 1<sup>er</sup>.

Tous les travaux communaux d'assainissement des eaux urbaines résiduaires doivent s'intégrer dans le plan d'assainissement qui concerne leur territoire. »

CHAPITRE II. — *Modifications des dispositions du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques*

**Art. 5.** L'article 3 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques tel que dernièrement modifié par le décret du 15 avril 1999 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. — Sont soumises à la taxe :

1° toutes les personnes, physiques ou morales, de droit public ou de droit privé ci-après désignées "entreprises" qui occupent au moins sept personnes et qui déversent des eaux usées industrielles dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées, dans les stations d'épuration des organismes d'épuration ou dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines;

2° les entreprises qui occupent moins de sept personnes et qui déversent des eaux usées dans les récepteurs visés au 1°, si l'autorité compétente pour l'octroi du permis d'environnement estime que ces eaux ne peuvent pas être classées comme eaux usées domestiques;

3° toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse, dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles et qui, en raison d'un approvisionnement ne provenant pas de l'alimentation publique, ne contribue pas aux coûts de l'assainissement contenus dans le coût-vérité de l'eau. Cette disposition ne s'applique pas au déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques des établissements où sont gardés ou élevés des animaux qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement wallon;

4° toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse, dans les récepteurs visés au 1°, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles, en raison d'un approvisionnement provenant de l'alimentation publique, à l'exclusion du déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques des établissements où sont gardés ou élevés des animaux qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement."

**Art. 6.** L'article 12 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques tel que dernièrement modifié par le décret du 15 avril 1999 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. — La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées autres que les eaux industrielles est proportionnelle au volume d'eau déversée.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversée, visée à l'article 3, 3<sup>o</sup>, est fixée à 0,5542 euro à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversée, visée à l'article 3, 4<sup>o</sup>, est fixée à 0,0813 euro et s'applique du 1<sup>er</sup> octobre 2003 au 31 décembre 2004. Elle est supprimée au 1<sup>er</sup> janvier 2005."

**Art. 7.** L'article 16 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques tel que dernièrement modifié par le décret du 31 mai 2001 est complété par l'alinéa suivant :

"Les volumes d'eau prélevés par les personnes bénéficiant d'une exemption ou d'une restitution de la taxe ne sont pas comptabilisés dans les volumes d'eau visés à l'article 3, alinéa 2, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau."

CHAPITRE III. — *Modifications des dispositions du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau*

**Art. 8.** A l'article 2 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau, sont apportées les modifications suivantes :

- à la première phrase du quatrième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "programme définit" sont remplacés par les mots "Gouvernement définit préalablement";

- le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Le programme fait mention des plans d'assainissement adoptés en vertu de l'article 33 du décret du 7 octobre 1985."

**Art. 9.** Dans le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'eau, sont insérés des articles 16bis, 16ter, 16quater, 16quinquies et 16sexties, précédés d'un intitulé, rédigés comme suit :

"Déclaration d'utilité publique

**Art. 16bis.** — § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut, après enquête, déclarer qu'il y a utilité publique à établir des installations de production ou de distribution d'eau ou de collecte ou d'assainissement des eaux usées sous, sur ou au-dessus des terrains privés ou du domaine privé non bâtis.

Cette déclaration d'utilité publique confère au gestionnaire des installations au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés ou du domaine privé, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux détenteurs de droits réels et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité peut faire l'objet d'un paiement unique, auquel cas elle tient lieu d'indemnité forfaitaire; elle peut également être payable sous la forme d'une redevance annuelle à régler par anticipation.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

1<sup>o</sup> la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2<sup>o</sup> le mode de calcul des redevances visées au paragraphe 2, ainsi que leur mode d'indexation.

**Art. 16ter.** — L'occupation partielle de terrains privés ou du domaine privé doit respecter l'usage auquel ceux-ci sont affectés. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations ou à leur exploitation.

Le Gouvernement détermine les interdictions et prescriptions à observer par quiconque exécute, fait exécuter ou envisage d'exécuter des actes et travaux à proximité des installations.

Le propriétaire du fonds grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement, informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter le terrain occupé. Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire du réseau, les dispositions de l'article 16sexties trouvent application.

**Art. 16quater.** — § 1<sup>er</sup>. Les installations doivent être déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le Gouvernement peut octroyer un délai supplémentaire au bénéficiaire de la servitude pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des installations, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des installations est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont tenues de prévenir par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés.

§ 2. Nonobstant le paragraphe 1<sup>er</sup>, afin d'éviter de déplacer les installations, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le Gouvernement. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire des installations, les dispositions de l'article 16sexties trouvent application.

**Art. 16quinquies.** — Le gestionnaire des installations est tenu à la réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit du fait de l'utilisation du fonds grevé de la servitude. Les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce gestionnaire. Elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

**Art. 16sexties.** — Le gestionnaire des installations au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre à ses frais, au nom de la Région ou en son nom propre s'il dispose du pouvoir d'exproprier en vertu d'une disposition décrétable, les expropriations nécessaires. La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations. ».

**Art. 10.** A l'article 46 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau, les mots "à l'exception des articles 33 à 35 qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement" sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Modifications des dispositions du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau*

**Art. 11.** A l'article 39 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des distributions d'eau, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. La propriété des biens faisant l'objet des marchés pour lesquels un engagement sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne a été décidé et dont la liste figure aux comptes annuels de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau pour l'exercice 2000, à l'exclusion des biens faisant partie de la Transhennuyère, est automatiquement transférée à la Société dès que la réception provisoire a été accordée par le maître de l'ouvrage.

Le transfert des biens concernés est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité."

**Art. 12.** A l'article 40 du même décret, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Le Gouvernement peut faire apport à la Société des biens faisant partie de la Transhennuyère. Il en arrête la liste.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement établissant la liste des biens.

Les droits et obligations des utilisateurs-clients sont intégrés dans la convention visée à l'article 41<sup>quater</sup>."

**Art. 13.** L'article 41 du même décret, tel que complété par les décrets du 18 juillet 2001 et du 20 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 41. — La propriété des biens affectés à l'activité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau appartenant à la Région au 31 décembre 2000 et dont la liste est annexée au présent décret est transférée à la Société, en ce compris celle des biens meubles et immeubles principaux et accessoires et droits qui s'y attachent quand bien même ils ne sont pas expressément repris.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité."

**Art. 14.** Il est inséré dans le même décret un article 41<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

"Art. 41<sup>bis</sup>. — § 1<sup>er</sup>. La Région communique dans les meilleurs délais à la Société les actes et documents, en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral mentionnant les droits, charges et obligations relatifs aux biens dont la propriété est transférée par ou en vertu du présent décret.

L'inventaire de ces actes et documents est dressé dans les plus brefs délais. Il est signé par le Gouvernement ainsi que par le président du conseil d'administration de la Société.

§ 2. La Société succède aux droits et obligations de la Région relatifs aux biens dont la propriété est transférée par ou en vertu du présent décret, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours ou à venir.

En cas de litige sur tout ou partie de ces biens dont les actes de propriété n'ont pas été transmis à la Société, la Région intervient en garantie à la procédure au profit de la Société.

§ 3. La Région reste seule tenue des obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété, à l'exception du financement des marchés faisant l'objet d'un engagement budgétaire sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne, transféré à la Société et couvert par des valeurs existantes identifiées aux fonds de réserve et d'amortissement dans la comptabilité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau arrêtées à la clôture de la liquidation de celle-ci.

Dans l'attente de la clôture de la liquidation de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau, la Région peut verser à la Société les sommes nécessaires à la liquidation des factures relatives à l'encours des marchés visés à l'article 39 sous déduction des valeurs existantes identifiées aux fonds de réserve et d'amortissement au financement desdites dépenses.

Les versements sont effectués au vu des factures réceptionnées par la Société.

De même, la Région peut, en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage des marchés relatifs à la Transhennuyère, verser à la Société les montants nécessaires au paiement des factures liées aux soldes des visas des engagements imputés à l'article 01.01.05 de la division organique 13 du budget du Ministère de la Région wallonne et réceptionnées par la Société. Le solde des engagements pris sur la section particulière dudit budget ainsi que tout ordonnancement sur les engagements complémentaires à réaliser à charge du Fonds pour la protection des eaux peuvent être versés à la Société à l'appui des factures correspondantes."

**Art. 15.** Il est inséré dans le même décret un article 41<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

"Art. 41<sup>ter</sup>. — En contrepartie au transfert de la propriété des biens visés aux articles 39, 40 et 41, la Région reçoit des parts sociales selon les règles applicables à la Société. Suite à ce transfert, la Région apporte à la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.) la propriété de l'ensemble des parts reçues en contrepartie.

Une convention entre la Région, la Société et la Société publique de gestion de l'Eau (S.P.G.E.) détermine la valeur du transfert et les modalités de cet apport. »

**Art. 16.** Il est inséré dans le même décret un article 41<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

"Art. 41<sup>quater</sup>. — Une convention entre la Région, la S.P.G.E. et la Société règle les modalités de participation des utilisateurs-clients à la gestion des biens visés aux articles 39 et 41."

**Art. 17.** Dans les articles 39 et 40 du même décret, l'abréviation "S.W.D.E. » est remplacée par le mot "Société".

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 18.** Les prescriptions des plans communaux généraux d'égouttage restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

**Art. 19.** A l'article 47, 1<sup>o</sup>, du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, le dernier tiret est supprimé.

**Art. 20.** A l'article 17 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau, le premier tiret est supprimé.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 13, 14 et 15 qui produisent leurs effets le 17 mars 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 octobre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

(1) Session 2003-2004.

*Documents du Conseil* 576. (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 22 octobre 2003.

Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4538

[2003/202038]

**22. OKTOBER 2003 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser, vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und vom 7. März 2001 zur Umgestaltung" der Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Abänderungen an den Bestimmungen des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung*

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung werden die folgenden Definitionen eingefügt:

1° "29° geschlossene Ortschaft: Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer Klärstation oder einer Einleitungsstelle zu ermöglichen;";

2° "30° Zone: Teil des Gebiets, der keine geschlossene Ortschaft bildet und der aber in einem Zwischeneinzugsgebiet liegt und einheitlich genug ist, damit ein Sanierungsverfahren dort angewandt werden kann.".

**Art. 2** - In Artikel 18, Absatz 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird der Punkt 6° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"6° an der Durchführung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet und an deren Revisionen unter der Verantwortung und der Aufsicht der S.P.G.É. (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) teilnehmen;".

**Art. 3** - Artikel 33 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 33 - § 1 - Die Regierung verabschiedet eine allgemeine Sanierungsregelung bezüglich der Ableitung und der Behandlung des städtischen Abwassers.

In der allgemeinen Sanierungsregelung werden folgende Punkte bestimmt:

- die allgemeinen Verpflichtungen in Sachen Ableitung und Behandlung des städtischen Abwassers;
- die kollektiven, autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren;
- die Bestimmungskriterien und die Verpflichtungen, die mit der Anwendung dieser Sanierungsverfahren in den geschlossenen Ortschaften oder Zonen verbunden sind;
- die Modalitäten zur Anwendung dieser Sanierungsverfahren pro geschlossene Ortschaft oder Zone sowie deren Entwicklung;
- die Grundsätze in Bezug auf die Festsetzung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet und die Bedingungen für deren Revisionen und deren Aktualisierungen.

§ 2. In der allgemeinen Sanierungsregelung ist für jedes Zwischeneinzugsgebiet ein Sanierungsplan vorgesehen.

Der Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet enthält die geschlossenen Ortschaften oder die Zonen und die Sanierungsverfahren des städtischen Abwassers, die auf sie anwendbar sind.

Diese Sanierungspläne werden durch die S.P.G.E. erarbeitet, durch die anerkannten Vereinigungen für die Klärung durchgeführt und durch die Regierung genehmigt."

**Art. 4** - Artikel 35 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 35 - Der Gemeinderat verkündet eine kommunale Regelung, die gegebenenfalls die Verpflichtungen in Sachen Ableitung und Behandlung des städtischen Abwassers vervollständigt, die sich aus der in Artikel 33, § 1 erwähnten allgemeinen Sanierungsregelung ergeben.

Alle kommunalen Arbeiten in Sachen Sanierung des städtischen Abwassers müssen in den Sanierungsplan, der deren Gebiet betrifft, integriert werden."

**KAPITEL II — Abänderungen an den Bestimmungen des Dekrets vom 30. April 1990  
zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser**

**Art. 5** - Artikel 3 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser so wie letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 abgeändert wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 3 - Abgabepflichtig sind:

1° alle natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, nachstehend "Betriebe" genannt, die mindestens 7 Personen beschäftigen und industrielles Abwasser in die öffentliche Kanalisation, in die Abwassersammler, in die Klärstationen der Einrichtungen für die Klärung oder in Oberflächenwasser bzw. in Grundwasser einleiten;

2° die Betriebe, die weniger als 7 Personen beschäftigen und Abwasser in die unter 1° erwähnten Vorfluter einleiten, wenn die für die Erteilung der Umweltgenehmigung zuständige Behörde der Meinung ist, dass dieses Abwasser nicht als Haushaltsabwasser eingestuft werden kann;

3° jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die anderes Abwasser als Industrieabwasser in die unter 1° erwähnten Vorfluter einleitet und die aufgrund einer Wasserzufuhr, die nicht aus der öffentlichen Versorgung stammt, nicht zu den im tatsächlichen Kostenpreis des Wassers enthaltenen Sanierungskosten beiträgt. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Einleitung des landwirtschaftlichen Abwassers, das mit dem Haushaltsabwasser der Betriebe, wo Tiere gehalten bzw. gezüchtet werden, die den durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Bedingungen genügen, gleichgestellt wird;

4° jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die anderes Abwasser als Industrieabwasser in die unter 1° erwähnten Vorfluter einleitet, dies aufgrund einer aus der öffentlichen Versorgung stammenden Wasserzufuhr, mit Ausnahme der Einleitung des landwirtschaftlichen Abwassers, das mit dem Haushaltsabwasser der Betriebe, wo Tiere gehalten bzw. gezüchtet werden, die den durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Bedingungen genügen, gleichgestellt wird."

**Art. 6** - Artikel 12 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser so wie letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 abgeändert wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 12 - Die jährliche Abgabe für die Einleitungen von anderem Abwasser als Industrieabwasser richtet sich nach dem Volumen des abgeleiteten Abwassers.

Die Abgabe je Einheit pro Kubikmeter abgeleitetes Abwasser, die in Artikel 3, 3° erwähnt ist, wird ab dem 1. Januar 2003 auf 0,5542 Euro festgesetzt.

Die Abgabe je Einheit pro Kubikmeter abgeleitetes Abwasser, die in Artikel 3, 4° erwähnt ist, wird auf 0,0813 Euro festgesetzt und gilt vom 1. Oktober 2003 bis zum 31. Dezember 2004. Sie wird am 1. Januar 2005 gestrichen."

**Art. 7** - Artikel 16 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser, so wie letztlich durch das Dekret vom 31. Mai 2001 abgeändert, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

"Die Wasservolumen, die von Personen, die eine Befreiung oder eine Zurückerstattung der Abgabe in Anspruch nehmen, entnommen werden, werden in den in Artikel 3, Absatz 2 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" erwähnten Wasservolumen nicht berechnet."

**KAPITEL III — Abänderungen an den Bestimmungen des Dekrets vom 15. April 1999  
über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau"**

**Art. 8** - In Artikel 2 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" werden folgende Abänderungen angebracht:

- im ersten Satz des vierten Absatzes des § 1 wird der Wortlaut *ä* werden in dem Programm die Wassereinzugsgebiete der Region bestimmt"

durch den Wortlaut "bestimmt die Regierung zuvor die Wassereinzugsgebiete der Region" ersetzt;

§ 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Das Programm erwähnt die Sanierungspläne, die aufgrund des Artikels 33 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 angenommen wurden."

**Art. 9** - In das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" werden wie folgt verfasste Artikel *16bis*, *16ter*, *16quater*, *16quinquies* und *16sexties*, vor denen eine Überschrift steht, eingefügt:

"Gemeinnützigkeitserklärung

Art. *16bis* - § 1 - Nach einer Untersuchung kann die Regierung die Einrichtung von Anlagen zur Gewinnung bzw. Verteilung von Wasser oder zur Sammlung bzw. Sanierung des Abwassers unter, auf oder über nicht bebauten privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums als gemeinnützig erklären.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gibt dem Betreiber der Anlagen, zu dessen Gunsten sie gemacht wird, das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen nicht bebauten privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums einzurichten, für deren Überwachung zu sorgen und die zu deren Betrieb und Unterhalt notwendigen Arbeiten durchzuführen, dies alles zu den in besagter Erklärung bestimmten Bedingungen.

Mit den Arbeiten darf erst nach Ablauf einer zweimonatigen Frist ab der Notifizierung begonnen werden, die den betroffenen Inhabern von dinglichen Rechten und Mietern per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt wird.

§ 2. Der Anspruchsberechtigte der im ersten Absatz vorgesehenen Dienstbarkeit hat dem Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder den Inhabern von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten eine Entschädigung zu zahlen.

Die Entschädigung kann Gegenstand einer einzigen Zahlung sein; in diesem Fall gilt sie als pauschale Entschädigung; sie kann ebenfalls als im Voraus zu entrichtende jährliche Leistung zu zahlen sein.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° das für die in § 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung zu befolgende Verfahren insbesondere die Form des Antrags, die Unterlagen, die diesem beizufügen sind, die Untersuchung der Akte und die durch die Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, vorzunehmenden Ermittlungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde entscheiden und dem Antragsteller ihre Entscheidung zustellen muss, und die von dem Antragsteller für die Prüfung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° den Berechnungsmodus für die in Ansatz 2 erwähnten Gebühren sowie deren Indexierungsmodus.

Art. 16ter - Die teilweise Belegung von privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums muss die Verwendung, die für diese vorgesehen ist, beachten. Sie bewirkt keine Enteignung, bildet jedoch eine gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeit, die jegliche Handlung verbietet, die den Anlagen oder deren Bewirtschaftung schaden könnte.

Die Regierung bestimmt die Verbote und Vorschriften, die jeder einhalten muss, der Handlungen und Arbeiten in der Nähe der Anlagen vornimmt, vornehmen lässt oder vorzunehmen beabsichtigt.

Der Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks kann innerhalb der durch die Regierung festgesetzten Frist die Regierung davon informieren, dass er den Inhaber dieser Dienstbarkeit darum bittet, das besetzte Grundstück zu kaufen. Kommt keine Kaufvereinbarung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Netzbetreiber auf gutlichem Wege zustande, so sind die Bestimmungen des Artikels 16sexties anwendbar.

Art. 16quater - § 1 - Die Anlagen müssen auf Antrag des Eigentümers des belasteten Grundstücks bzw. desjenigen, der berechtigt ist, darauf Bauten zu errichten, verlegt und gegebenenfalls entfernt werden, wenn sie dieses Recht in Anspruch nehmen wollen. Die Regierung kann dem Inhaber der Dienstbarkeit eine weitere Frist gewähren, damit er die durch diese Verlegung erforderlichen Genehmigungen erhalten kann.

Wenn die Betroffenen dieses Recht in Anspruch nehmen, ohne die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen anzufordern, behält der Inhaber der Dienstbarkeit das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die zu deren Betrieb, deren Unterhalt und deren Instandsetzung notwendigen Arbeiten durchzuführen.

Die Kosten für die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen gehen zu Lasten des Inhabers der Dienstbarkeit; die in Absatz 1 erwähnten Personen müssen jedoch ihre Absicht sechs Monate vor dem Anfang der geplanten Arbeiten schriftlich mitteilen.

§ 2. Ungeachtet des § 1 kann der Inhaber der Dienstbarkeit, um die Verlegung der Anlagen zu vermeiden, dem Eigentümer des Grundstücks anbieten, das belegte Grundstück zu kaufen. Er informiert die Regierung davon. Wenn keine gütliche Einigung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Verwalter der Anlagen zustande kommt, sind die Bestimmungen des Artikels 16 sexties anwendbar.

Art. 16quinquies - Der Betreiber der Anlagen muss für die Wiedergutmachung der Schäden, die durch die Arbeiten verursacht worden sind, die er bei der Einrichtung oder der Betreibung seiner Anlagen vorgenommen hat, sowie für die Entschädigung der Dritten zugefügten Schäden sorgen, sei es aufgrund seiner Arbeiten oder aufgrund der Verwendung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks. Die Entschädigungen für die verursachten Schäden gehen völlig zu Lasten dieses Betreibers. Sie sind den Personen, denen diese Schäden zugefügt wurden, geschuldet; deren Betrag wird entweder auf gütliche Weise oder durch die Gerichte bestimmt.

Art. 16sexties - Der Betreiber der Anlagen, zugunsten dessen die Regierung einen Erlass zur Gemeinnützigkeitserklärung verabschiedet hat, kann auf seinen Antrag hin und innerhalb der Grenzen dieses Erlasses durch die Regierung dazu ermächtigt werden, die nötigen Enteignungen auf seine Kosten, im Namen der Region oder in seinem eigenen Namen, wenn er aufgrund einer Dekretbestimmung über die Befugnis zur Enteignung verfügt, weiterzuführen. Das in den Artikeln 2 bis 20 des Gesetzes vom 26 Juli 1962 über das äußerste Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit vorgesehene äußerste Dringlichkeitsverfahren ist auf diese Enteignungen anwendbar."

Art. 10 - In Artikel 46 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" wird der Wortlaut ämit Ausnahme der Artikel 33 bis 35, die an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft treten gestrichen."

#### KAPITEL IV — Abänderungen an den Bestimmungen des Dekrets vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau"

Art. 11 - In Artikel 39 des Dekrets vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau", dessen gegenwärtiger Text den § 1 bilden wird, wird ein wie folgt verfasster § 2 hinzugefügt:

"§ 2 - Das Eigentum der Güter, die Gegenstand von Aufträgen sind, für welche eine Ausgabenverpflichtung unter Titel V äregionales Unternehmen: "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region beschlossen worden ist und deren Liste in der Jahresrechnung des Regionalen Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung für das Jahr 2000 steht, mit Ausnahme der Güter die zur "Transhennuyère" gehören, wird automatisch an die "Gesellschaft" übertragen, sobald die vorläufige Abnahme von dem Bauherrn gewährt worden ist.

Die Übertragung der betroffenen Güter kann von Rechts wegen Dritten ohne Formalität entgegengehalten werden.“

**Art. 12** - Dem Artikel 40 desselben Dekrets, dessen gegenwärtiger Text den § 1 bilden wird, wird ein wie folgt verfasster § 2 hinzugefügt:

“§ 2. Die Regierung kann Güter, die Teil der “Transhennuyère” sind in die “Gesellschaft” einbringen. Sie setzt deren Liste fest.

Die Übertragung kann von Rechts wegen Dritten ohne Formalität entgegengehalten werden, dies sofort nach dem Inkrafttreten des Erlasses der Regierung zur Festsetzung der Liste der Güter.

Die Rechte und Verpflichtungen der Benutzer-Kunden sind in der in Artikel 41 quater erwähnten Vereinbarung integriert.“

**Art. 13** - Artikel 41 desselben Dekrets, so wie durch die Dekrete vom 18. Juli 2001 und vom 20. Dezember 2001 ergänzt, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 41 - Das Eigentum der Güter, die zur Tätigkeit der der Region am 31. Dezember 2000 gehörenden “Entreprise régionale de production et d’adduction d’eau” bestimmt sind und deren Liste dem vorliegenden Dekret beigefügt ist, wird der “Gesellschaft” übertragen, einschließlich des Eigentums der hauptsächlichen und nebensächlichen beweglichen und unbeweglichen Güter und der mit ihnen verbundenen Rechte, dies auch wenn sie nicht ausdrücklich darin erwähnt werden.

Die Übertragung kann von Rechts wegen Dritten ohne Formalität entgegengehalten werden.“

**Art. 14** - In dasselbe Dekret wird ein wie folgt verfasster Artikel 41bis eingefügt:

“Art. 41bis - § 1. Die Region übermittelt der “Gesellschaft” innerhalb der bestmöglichen Frist die Akten und Unterlagen, einschließlich der Auszüge der Katasterheberrolle und des Katasterplans, wo die Rechte, Belastungen und Verpflichtungen in Bezug auf die Güter, deren Eigentum durch das vorliegende Dekret oder aufgrund dessen übertragen wird, erwähnt werden.

Die Liste dieser Akten und Unterlagen wird innerhalb der kürzesten Frist aufgestellt. Sie wird von der Regierung sowie von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrats der “Gesellschaft” unterschrieben.

§ 2 - Die “Gesellschaft” übernimmt die Rechte und Verpflichtungen der Region in Bezug auf die Güter, deren Eigentum durch das vorliegende Dekret oder aufgrund dessen übertragen wird, einschließlich der Rechte und Verpflichtungen, die aus laufenden oder zukünftigen Gerichtsverfahren hervorgehen.

Im Falle eines Rechtsstreits über die Gesamtheit oder einen Teil dieser Güter, deren Eigentumsurkunden nicht der “Gesellschaft” übermittelt worden sind, beteiligt sich die Region an der Garantie des Verfahrens zugunsten der “Gesellschaft”.

§ 3 - Nur die Region ist an den Verpflichtungen gebunden, deren Zahlung oder Durchführung vor der Eigentumsübertragung fällig war, mit Ausnahme der Finanzierung der Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung unter Titel V “regionales Unternehmen: “Entreprise régionale de production et d’adduction d’eau” des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region sind, welche der “Gesellschaft” übermittelt worden ist und durch bestehende, identifizierte Werte im Reserve- und Amortisierungsfonds in den beim Abschluss deren Auflösung angeschlossenen Büchern der “Entreprise régionale de production et d’adduction d’eau” gedeckt ist.

In Erwartung des Abschlusses der Auflösung der “Entreprise régionale de production et d’adduction d’eau” kann die Region der “Gesellschaft” die zur Zahlung der Rechnungen bezüglich der ausstehenden Beträge für die in Artikel 39 erwähnten Aufträge nötigen Summen überweisen, dies nach Abzug der bestehenden Werte, die im Reserve- und Amortisierungsfonds zur Finanzierung der besagten Ausgaben identifiziert sind.

Die Zahlungen werden auf der Grundlage der durch die “Gesellschaft” erhaltenen Rechnungen getätigt.

Genauso kann die Region, was die Bauherrschaft über die Aufträge in Bezug auf die “Transhennuyère” betrifft, der “Gesellschaft” die zur Zahlung der Rechnungen nötigen Beträge überweisen, die mit den Restbeträgen der Sichtvermerke für die dem Artikel 01.01.05 des Organisationsbereichs 13 des Haushalts des Ministeriums der Wallonischen Region angerechneten Mittelbindungen verbunden und durch die “Gesellschaft” erhalten sind. Der Saldo der auf den Sonderabschnitt des besagten Haushalts eingegangenen Ausgabenverpflichtungen sowie jegliche Ausgabenanweisung auf die zusätzlichen, zu Lasten des Fonds für den Wasserschutz zu tätigen Ausgabenverpflichtungen können der “Gesellschaft” zur Unterstützung der entsprechenden Rechnungen überwiesen werden.“

**Art. 15** - In dasselbe Dekret wird ein wie folgt verfasster Artikel 41ter eingefügt:

“Art. 41ter - Als Gegenleistung für die Übertragung des Eigentums der in den Artikeln 39, 40 und 41 erwähnten Güter erhält die Region Gesellschaftsanteile gemäß den auf die “Gesellschaft” anwendbaren Regeln. Dieser Übertragung zufolge bringt die Region das Eigentum der Gesamtheit der als Gegenleistung erhaltenen Anteile in die “Société publique de Gestion de l’Eau” (S.P.G.E.) (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) ein.

Eine Vereinbarung zwischen der Region, der “Gesellschaft” und der “Société publique de Gestion de l’Eau” (S.P.G.E.) bestimmt den Wert der Übertragung und die Modalitäten für diese Einbringung“.

**Art. 16** - In dasselbe Dekret wird ein wie folgt verfasster Artikel 41quater eingefügt:

“Art. 41quater - Eine Vereinbarung zwischen der Region, der S.P.G.E. und der “Gesellschaft” regelt die Modalitäten für die Beteiligung der Benutzer-Kunden an der Verwaltung der in den Artikeln 39 bis 41 erwähnten Güter.“

**Art. 17** - In den Artikeln 39 und 40 desselben Dekrets wird das Kürzel “W.W.G.” durch das Wort “Gesellschaft” ersetzt.

#### KAPITEL V. — Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen

**Art. 18** - Die Vorschriften der allgemeinen Gemeindecanalisationen bleiben bis zum Inkrafttreten der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet anwendbar.

**Art. 19** - In Artikel 47, 1° des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellem und häuslichem Abwasser wird der letzte Strich gestrichen.

**Art. 20** - In Artikel 17 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer “Société publique de Gestion de l’Eau” wird der erste Strich gestrichen.

KAPITEL VI. — *Inkrafttreten*

**Art. 21** - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme der Artikel 13, 14 und 15, die am 17. März 2001 wirksam werden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

*Sitzung 2003-2004.*

*Unterlagen des Rates 576 (2003-2004). Nrn. 1 und 2.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. Oktober 2003.*

*Diskussion - Abstimmung.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4538

[2003/202038]

**22 OKTOBER 2003.** — **Decreet houdende wijziging van de decreten van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer) en van 7 maart 2001 tot hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse maatschappij voor waterdistributie) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen van de bepalingen van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

1. "29° Agglomeratie : zone waarin de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn om stedelijk afvalwater te verzamelen alvorens het naar een zuiveringsstation of een eindlozingspunt af te voeren;
2. "30° Zone : gedeelte van het grondgebied dat geen agglomeratie vormt maar dat gelegen is binnen een hydrografisch onderbekken en voldoende homogeen is om van een saneringsstelsel te worden voorzien."

**Art. 2.** In artikel 18, eerste lid, van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging wordt 6° vervangen als volgt :

"6° meewerken aan de verwezenlijking van saneringsplannen voor elk hydrografisch onderbekken en aan de herzieningen ervan onder de verantwoordelijkheid en het toezicht van de S.P.G.E.;".

**Art. 3.** Artikel 33 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging wordt vervangen als volgt :

"Art. 33. § 1. De Regering legt een algemeen saneringsreglement vast voor de afvoer en de behandeling van het stedelijk afvalwater.

Het algemeen saneringsreglement bepaalt :

- de algemene verplichtingen i.v.m. de afvoer en de behandeling van het stedelijk afvalwater,
- de autonome en overgangsstelsels inzake collectieve sanering;
- de bepalingscriteria en de verplichtingen i.v.m. de toepassing van die stelsels binnen de agglomeraties en de zones;
- de modaliteiten voor de toepassing van de saneringsstelsels per agglomeratie of per zone, alsook de evolutie ervan;
- de principes voor de vastlegging van de saneringsplannen per hydrografisch onderbekken en de voorwaarden voor de herzieningen en bijwerkingen ervan.



§ 2. Het algemeen saneringsreglement voorziet in een saneringsplan voor ieder hydrografisch onderbekken.

Het saneringsplan per hydrografisch onderbekken vermeldt de agglomeraties of de zones en de stelsels voor de sanering van het stedelijk afvalwater die erop van toepassing zijn.

Die saneringsplannen worden uitgewerkt door de S.P.G.E., uitgevoerd door de erkende zuiveringsinstellingen en goedgekeurd door de Regering."

**Art. 4.** Artikel 35 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging wordt vervangen als volgt :

"Art.35. - De gemeenteraad vaardigt een gemeentelijk reglement uit ter aanvulling, in voorkomend geval, van de verplichtingen tot afvoer en behandeling van het afvalwater die vastliggen in het algemeen saneringsreglement bedoeld in artikel 33, § 1.

Alle gemeentelijke werkzaamheden i.v.m. de sanering van stedelijk afvalwater worden opgenomen in het saneringsplan betreffende het grondgebied van de gemeente waar ze uitgevoerd worden."

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de bepalingen van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater*

**Art. 5.** Artikel van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999, wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. De belasting betreft :

1° alle publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen, hierna "ondernemingen" genoemd, die ten minste zeven personen tewerkstellen en industrieel afvalwater lozen in openbare rioleringen, verzamelleidingen voor afvalwater, zuiveringsstations van zuiveringsinstellingen of in oppervlakte- of grondwater;

2° ondernemingen die minder dan zeven personen tewerkstellen en afvalwater lozen in de ontvangers bedoeld in 1° als de overheid die bevoegd is voor de aflevering van de lozingsvergunning, oordeelt dat bedoeld water niet onder huishoudelijk water mag worden ingedeeld;

3° elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost in de ontvangers bedoeld in 1° en die wegens een bevoorrading die niet van de openbare distributie komt, niet bijdraagt in de saneringskosten berekend in de reële prijs van het water.

Deze bepaling is niet van toepassing op lozingen van landbouwafvalwater gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater uit inrichtingen waar dieren gehouden en gefokt worden en die aan de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden voldoen;

4° elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost in de ontvangers bedoeld in 1° wegens een bevoorrading die van de openbare distributie komt, met uitzondering van lozingen van landbouwafvalwater gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater uit inrichtingen waar dieren gehouden en gefokt worden en die aan de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden voldoen."

**Art. 6.** Artikel 12 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999, wordt vervangen als volgt :

"Art.12. De jaarlijkse belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater is evenredig met het volume geloosd water.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel 3, 3°, wordt vastgelegd op 0,5542 euro vanaf 1 januari 2003.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel 3, 4°, wordt vastgelegd op 0,0813 euro en is van kracht tussen 1 oktober 2003 en 31 december 2004. Ze wordt opgeheven op 1 januari 2005.

**Art. 7.** Artikel 16 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 31 mei april 2001, wordt aangevuld met het volgende lid :

"De volumes water opgenomen door de begunstigden van een vrijstelling of een terugbetaling van de belasting worden niet meegerekend in de volumes water bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau"."

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de bepalingen van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau"*

**Art. 8.** In artikel 2 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in de eerst zin van het vierde lid van paragraaf 1 worden de woorden "bepaalt het programma" vervangen door de woorden "bepaalt de Regering eerst";

- paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Het programma vermeldt de saneringsplannen aangenomen krachtens artikel 33 van het decreet van 7 oktober 1985."

**Art. 9.** Het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" wordt aangevuld met de artikelen 16*bis*, 16*ter*, 16*quater*, 16*quinquies* en 16*sexties*, elk met een opschrift en luidend als volgt :

"Verklaring van algemeen belang

Art. 16*bis*. § 1. De Regering kan na onderzoek verklaren dat het algemeen belang biedt dat installaties voor de productie en de distributie van water of de verzameling of de sanering van afvalwater aangebracht worden onder, op of boven onbebouwde privé terreinen of privé domein.

Die verklaring van algemeen belang geeft de beheerder van de installaties ten gunste van wie ze wordt afgelegd, het recht om dergelijke installaties aan te leggen onder, op of boven privé-terreinen of privé-domein, om er toezicht op uit te oefenen en de nodige werkzaamheden uit te voeren met het oog op de werking en het onderhoud ervan onder de voorwaarden die in de verklaring vastliggen.

De werkzaamheden mogen pas aangevat worden na afloop van een termijn van twee maanden, te rekenen van de kennisgeving die bij aangetekend schrijven gericht wordt aan de houders van zakelijke rechten en aan de belanghebbende huurders.

§ 2. De begunstigde van de erfdiensbaarheid bedoeld in paragraaf 1 is gehouden tot de betaling van een vergoeding ten gunste van de eigenaar van het met die erfdiensbaarheid bezwaarde erf of van houders van zakelijke rechten i.v.m. dat erf.

De vergoeding kan uitbetaald worden in één keer en geldt dan als forfaitaire vergoeding. Ze kan ook betaald worden in de vorm van een op voorhand te betalen jaarlijkse heffing.

§ 3. De Regering bepaalt :

1° de in acht te nemen procedure betreffende de verklaring van algemeen belang bedoeld in paragraaf 1, meer bepaald het aanvraagformulier, de bij de aanvraag te voegen stukken, de behandeling van het dossier en de onderzoeken uit te voeren door de overheid die de aanvragen in ontvangst neemt, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en de aanvrager kennis moet geven van haar beslissing en van de bijdrage die hij voor de behandeling van het dossier moet betalen;

2° de wijze waarop de in paragraaf 2 bedoelde bijdragen berekend worden, alsook de wijze waarop ze geïndexeerd worden.

Art. 16ter. - Bij de gedeeltelijke bezetting van de privé-terreinen of het privé-domein wordt rekening gehouden met het gebruik waarvoor ze bestemd zijn. De bezetting geeft niet aanleiding tot onteigening maar tot een wettelijke erfdiensbaarheid van openbaar nut die elke handeling verbiedt waardoor schade kan worden berokkend aan de installaties of aan de exploitatie ervan.

De Regering legt de verbodsbepalingen en voorschriften vast die in acht genomen moeten worden door iedereen die in de buurt van de installaties werken of handelingen uitvoert, laat uitvoeren of overweegt uit te voeren.

De eigenaar van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde erf kan de Regering binnen de haar bepaalde termijn informeren dat hij de begunstigde van de erfdiensbaarheid verzoekt het bezette terrein te kopen. Bij gebrek aan een minnelijke verkoopovereenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 16sexties van toepassing.

Art. 16quater. § 1. De installaties worden verplaatst en desnoods verwijderd op verzoek van de eigenaar van het bezwaarde erf of van degene die het recht heeft om er gebouwen op trekken, als ze gebruik wensen te maken van dat recht. De Regering kan de begunstigde van de erfdiensbaarheid een bijkomend termijn geven zodat hij de nodige vergunningen kan verkrijgen voor die verplaatsing.

Als de belanghebbenden gebruik maken van dat recht zonder de verplaatsing of de verwijdering van die installaties te eisen, behoudt de begunstigde van de erfdiensbaarheid het recht om toezicht op de installaties uit te oefenen en om de werken uit te voeren die nodig zijn voor hun werking, onderhoud en herstel.

De verplaatsingskosten en die i.v.m. de verwijdering van de installaties worden door de begunstigde van de erfdiensbaarheid gedragen; de personen bedoeld in het eerste lid zijn evenwel verplicht schriftelijk te verwittigen binnen zes maanden vóór de aanvang van de geplande werken.

§ 2. Niettegenstaande paragraaf 1, kan de begunstigde van de erfdiensbaarheid, om de verplaatsing van de installaties te voorkomen, voorstellen dat de eigenaar het bezette terrein koopt. Hij geeft de Regering kennis daarvan. Bij gebrek aan een minnelijke overeenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 16sexties van toepassing.

Art. 16quinquies. De beheerder van de installaties is gehouden tot het herstel van de schade veroorzaakt door de werken die hij heeft uitgevoerd bij de aanleg of de exploitatie van zijn installaties, alsmede tot de vergoeding van de schade berokkend aan derden, hetzij door zijn werken, hetzij wegens het gebruik van het door de erfdiensbaarheid bezwaarde erf. De gezamenlijke vergoedingen i.v.m. de veroorzaakte schade worden door de beheerder gedragen. Ze zijn verschuldigd aan de personen die de schade lijden; Het bedrag ervan worden hetzij minnelijk, hetzij door de rechtbanken bepaald.

Art. 16sexties. De beheerder van de installaties ten gunste van wie de Regering een besluit tot verklaring van algemeen belang heeft genomen, kan, op eigen verzoek en binnen de perken van dat besluit, door de Regering gemachtigd worden om de nodige onteigeningen op eigen kosten voort te zetten namens het Gewest of in eigen naam als hij beschikt over de bevoegdheid om krachtens een decreetsbepaling te onteigenen. De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden bepaald bij de artikelen 2 à 20 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte is toepasselijk op die onteigeningen."

Art. 10. In artikel 46 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" worden de woorden "met uitzondering van de artikelen 33 tot 35 die op de door de Regering bepaalde datum in werking treden" opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de bepalingen van het decreet van 7 maart 2001 tot hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau"*

Art. 11. Artikel 39 van het decreet van 7 maart 2001 tot hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau", waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

" § 2. De eigendom van de goederen die het voorwerp zijn van de opdrachten waarvoor besloten werd tot een vastlegging op titel V "Gewestelijk bedrijf: ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst vermeld staat in de jaarrekeningen van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" voor het boekjaar 2000, met uitsluiting van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère, wordt automatisch overgedragen aan de "Société" zodra de voorlopige oplevering door de bouwheer wordt toegestaan.

De overdracht van de betrokken goederen kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen aan derden."

**Art. 12.** Artikel 40 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

" § 2. De Regering kan goederen van de Transhennuyère inbrengen in de "Société". Zij bepaalt de lijst van die goederen.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen worden aan derden zodra het Regeringsbesluit tot bepaling van de goederenlijst in werking treedt.

De rechten en plichten van de gebruiker-klant worden vastgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 41*quater*."

**Art. 13.** Artikel 41 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij de decreten van 18 juli 2001 en 20 december 2001, wordt vervangen als volgt :

" Art. 41. De eigendom van de goederen bestemd voor de activiteit van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" die op 31 december 2000 aan het Gewest toebehoorden en waarvan de lijst bij dit decreet gaat, wordt aan de "Société" overgedragen, met inbegrip van de voornaamste en bijhorende roerende en onroerende goederen en desbetreffende rechten, zelfs wanneer ze niet uitdrukkelijk overgenomen worden.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen aan derden."

**Art. 14.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 41*bis*, luidend als volgt :

" Art. 41*bis*. § 1. Het Gewest geeft de "Société" zo spoedig mogelijk kennis van de akten en documenten, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en uit het kadastraal plan waarin melding wordt gemaakt van de lasten, rechten en verplichtingen betreffende de goederen waarvan de eigendom bij of krachtens dit decreet is overgedragen.

Er wordt zo spoedig mogelijk een inventaris van die akten en documenten opgemaakt. Die inventaris wordt ondertekend door de Regering, alsook door de voorzitter van de raad van bestuur van de "Société".

§ 2. De "Société" erft de rechten en verplichtingen van het Gewest voor de goederen waarvan de eigendom bij of krachtens dit decreet overgedragen wordt, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit lopende of komende gerechtelijke procedures.

In geval van geschil kan het geheel of een gedeelte van de goederen waarvan de eigendomstitels niet aan de "Société" zijn overgedragen, treedt het Gewest op ten gunste van de "Société".

Het Gewest moet enkel de verplichtingen nakomen waarvan de betaling of de uitvoering vóór de eigendomsoverdracht opeisbaar was, met uitzondering van de financiering van de opdrachten die het voorwerp zijn van een budgettaire vastlegging op titel V "Entreprise régionale : ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overgedragen aan de "Société" en gedekt door bestaande waarden gelijkgesteld met het reserve- en delgingsfonds in de boekhouding van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" vastgelegd vóór de sluiting van haar vereffening.

In afwachting van de sluiting van de vereffening van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" kan het Gewest aan de "Société" de sommen storten die nodig zijn voor de betaling van de facturen betreffende het uitstaand bedrag van de opdrachten bedoeld in artikel 39 mits aftrek van de bestaande waarden geïdentificeerd in de reserve- en delgingsfondsen bij de financiering van bedoelde uitgaven.

De stortingen worden uitgevoerd op grond van de facturen die de "Société" in ontvangst neemt.

Voor het bouwheerschap betreffende de opdrachten i.v.m. de Transhennuyère kan het Gewest aan de "Société" eveneens de sommen storten die nodig zijn voor de betaling van de facturen i.v.m. de saldi van de visa van de vastleggingen toegerekend op artikel 01.01.05 van de organieke afdeling 13 van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en in ontvangst genomen door de "Société". Het saldo van de vastleggingen toegerekend op de bijzondere afdeling van die begroting alsook elke opdracht tot betaling op de bijkomende vastleggingen uit te voeren ten laste van het Waterbeschermingsfonds kunnen aan de "Société" gestort worden op grond van de overeenstemmende facturen."

**Art. 15.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 41*ter*, luidend als volgt :

" Art. 41*ter*. Als compensatie voor de overdracht van de eigendom van de goederen bedoeld in de artikelen 39, 40 en 41 ontvangt het Gewest maatschappelijke aandelen volgens de regels die toepasselijk zijn op de "Société". Naar aanleiding van die overdracht maakt het Gewest de eigendom van de gezamenlijke als compensatie ontvangen aandelen over aan de "Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.)".

Een overeenkomst tussen het Gewest, de "Société" en de "Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.)" bepaalt de waarde van de overdracht en de modaliteiten van die inbreng."

**Art. 16.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 41*quater*, luidend als volgt :

" Art. 41*quater*. Een overeenkomst tussen het Gewest, de "S.P.G.E." en de "Société" regelt de modaliteiten voor de participatie van de gebruikers-klanten in het beheer van de goederen bedoeld in de artikelen 39 en 41."

**Art. 17.** In de artikelen 39 en 40 van hetzelfde decreet wordt de afkorting "S.W.D.E." vervangen door het woord "Société".

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 18.** De voorschriften van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen blijven van toepassing tot de inwerkingtreding van de saneringsplannen per hydrografisch onderbekken.

**Art. 19.** In artikel 47, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater wordt het laatste streepje geschrapt.

**Art. 20.** In artikel 17 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een 'Société publique de Gestion de l'Eau' wordt het eerste streepje geschrapt.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 13, 14 en 15, die in werking treden op 17 maart 2001.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 22 oktober 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

(1) *Zitting 2003-2004*

*Stukken van de Raad 576 (2003-2004), Nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 22 oktober 2003.*

*Bespreking - Stemming.*

## Annexe

## LISTE DES BIENS AFFECTES A L'ACTIVITE DE L'« ERPE »

## 1. INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION

## 1.1. Le complexe de la station de traitement des eaux de la Vesdre à Eupen.

1.1.1. Le bâtiment à usage de station de traitement des eaux, y incluses les conduites d'alimentation implantées dans le tunnel sous le déversoir et dans le barrage proprement dit jusque et y compris leurs vannes de garde.

1.1.2. Les installations de production d'électricité (turbines, alternateurs, équipements électriques et électromécaniques) sises au pied du barrage, y incluses toutes les conduites d'accès.

## 1.1.3. Les constructions annexes qui consistent en :

1.1.3.1. Un hall de déchargement des réactifs situé sur la butte en rive droite du barrage, ainsi que les conduites à réactifs reliant le hall à la station de traitement.

1.1.3.2. Une installation de décantation des boues, située en rive droite à l'aval de la station, comportant cinq bassins et des aires de dépôts.

1.1.3.3. Un pont bascule pour le contrôle quantitatif des livraisons en vrac.

1.1.3.4. Un réservoir de tête de 50 000 m<sup>3</sup> de capacité, pour le stockage de l'eau traitée et deux réservoirs de service de 60 m<sup>3</sup> installés, l'un en rive gauche et l'autre en rive droite du lac, ainsi que les conduites reliant ces deux réservoirs à la station de traitement.

1.1.3.5. Les maisons barragistes situées sur la butte en rive gauche du barrage, à l'exception de celle occupée par le garde-barrage (6 doubles maisons, leur garage, leur poste de transformation et leur accès).

## 1.2. Le complexe de la Station de traitement des eaux de la Gileppe à Stembert (Verviers)

1.2.1. Un bâtiment à usage de station de traitement des eaux.

## 1.2.2. Les constructions annexes qui consistent en :

1.2.2.1. Un réservoir de 30.000 m<sup>3</sup> de capacité (Bronde).

1.2.2.2. Un réservoir de 30.000 m<sup>3</sup> de capacité (La Louveterie).

1.2.2.3. Un hall de stockage comprenant un entrepôt de 400 m<sup>3</sup> des bureaux et ateliers.

1.2.2.4. Un tronçon d'aqueduc de la Gileppe de 300 m de long réalisé en béton.

1.2.2.5. Un pertuis réalisé en béton et assurant la liaison entre la station de traitement et le réservoir de Bronde. Ce pertuis comprend une chambre de prise d'eau brute installée sur l'aqueduc.

1.2.2.6. Un local appelé chambre de restitution à l'aqueduc (partie destinée à l'eau traitée).

## 1.2.3. Les conduites suivantes :

1.2.3.1. Deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre les réservoirs de Bronde et de La Louveterie, y compris une chambre de ventouse, une chambre de vidange et une chambre de prise client.

- 1.2.3.2. Deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre le réservoir de Bronde et la chambre de restitution à l'aqueduc, y compris la chambre de vidange.
  - 1.2.3.3. Deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre le réservoir de Bronde et la chambre 9bis de l'Adduction Eupen - Seraing - Thiba, y compris la chambre de vidange.
  - 1.2.3.4. Une conduite en béton DN 600 mm d'évacuation des eaux pluviales de la station vers la Vesdre.
  - 1.2.3.5. Une conduite en béton DN 400 mm d'évacuation des eaux usées industrielles de la station vers le collecteur de la Vesdre.
  - 1.2.3.6. Une conduite en béton DN 600 mm de la station d'évacuation des eaux pluviales du réservoir de La louveterie vers la Bovegnée.
  - 1.2.3.7. Les conduites d'adduction et réservoir vers le circuit de Francorchamps et Stavelot :
    - 1.2.3.7.1. Une conduite en acier DN 600 de Tiège au réservoir de Sart.
    - 1.2.3.7.2. Un réservoir de 1 500 m<sup>3</sup> à Sart.
- 1.3. L'Adduction Eupen - Verviers - Seraing - Thiba
- 1.3.1. Les conduites de DN divers (1 100, 900 et 800 mm), les chambres de vannes d'arrêt, les locaux abritant ventouses, vidanges, reniflards et prise d'incendie, ainsi que les installations électromécaniques, entre la station de traitement des eaux d'Eupen et la Meuse à Flémalle, y compris le siphon en Meuse.
  - 1.3.2. La conduite de DN 250 mm alimentant les points hauts d'Eupen.
  - 1.3.3. Les maisons destinées au logement du personnel de surveillance de l'Adduction : 2 maisons sises à Petit-Rechain, route de Battice 99 et 101, 2 maisons sises à Romsée, avenue Colonel Piron 116 et 137.
  - 1.3.4. Les conduites, chambres, locaux et équipements faisant partie de la liaison entre les retenues de la Vesdre et de la Gileppe.
  - 1.3.5. Les conduites, chambres, locaux et équipements faisant partie de la liaison Meuse Hollogne - Thiba.
    - 1.3.5.1. Une conduite dédoublée en acier DN 800 mm entre le siphon en Meuse et la rue Elva à Flémalle.
    - 1.3.5.2. Une conduite en acier DN 800 mm entre la nie des Priesses et la rue des Anes à Grâce-Hollogne.
    - 1.3.5.3. Une conduite en acier DN 700 mm entre la rue des Anes et le réservoir de Thiba qui est propriété de la C.I.L.E.
- 1.4. Le complexe de la Station de traitement des eaux de l'Ourthe à Nisramont.
- 1.4.1. Un bâtiment et ses extensions à usage de station de traitement des eaux, y compris les conduites et vannes d'eau brute jusqu'au mur barrage ainsi que les installations de traitement des boues.
  - 1.4.2. Les installations de production d'électricité (turbines - alternateurs - équipements électriques et électromécaniques) sises au pied du barrage, y compris les conduites d'accès.
  - 1.4.3. Les constructions annexes consistant en :
    - 1.4.3.1. Les maisons et appartements barragistes situés en rive gauche du barrage, ainsi que leurs routes d'accès, poste de transformation électrique, garages, à l'exception de la maison et du garage occupés par le garde-barrage.
    - 1.4.3.2. Un ensemble de deux réservoirs de 3 000 m<sup>3</sup> chacun pour le stockage de l'eau traitée, y compris station de pompage, poste de transformation électrique et route d'accès.
    - 1.4.3.3. Les bâtiments et équipements du réservoir de 12 000 m<sup>3</sup> à Ortho.
  - 1.4.4. Les deux conduites de refoulement DN 400 mm reliant la station et les réservoirs, y compris les chambres abritant les vidanges, prises maisons, vannes d'arrêt et d'interconnexion des deux conduites ainsi que le dispositif anti-bélier.
- 1.5. Le complexe de la Station de traitement des eaux du Ry de Rome à Pétigny (Couvin).
- 1.5.1. Un bâtiment à usage de bâtiment de traitement des eaux du lac du Ry de Rome.
  - 1.5.2. Les constructions annexes consistant en :
    - 1.5.2.1. Un réservoir de tête de 5 000 m<sup>3</sup> de capacité, pour stockage de l'eau traitée, y compris le bâtiment des vannes contigu.
    - 1.5.2.2. Un puits de liaison entre le bâtiment de traitement et le réservoir de tête.
    - 1.5.2.3. Des conduites DN 200 mm posées à l'extérieur des bâtiments, depuis la place Général Piron jusqu'à Olloy.
    - 1.5.2.4. Un hall de stockage.
    - 1.5.2.5. Deux étangs de réception des eaux usées.
  - 1.5.3. Les équipements hydrauliques, mécaniques et électriques, les appareils de commande et de contrôle, ainsi que tous les accessoires nécessaires à l'exploitation de la station de traitement installés dans les bâtiments cités ci-dessus.
  - 1.5.4. Les conduites d'adduction en fonte ductile
    - 1.5.4.1. Couvin - Olloy DN 150 mm.
    - 1.5.4.2. Ry de Rome - Oignies - Le Mesnil DN (160-1 10) mm.
    - 1.5.4.3. Fonds de l'Eau - Presgaux - Aublain DN 150 mm.
    - 1.5.4.4. Mariembourg - Les Vercons DN 300 mm.
    - 1.5.4.5. Les Vercons - Samart DN 250 mm.
    - 1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin - Mazée - Niverlée DN 150 mm.
    - 1.5.4.7. Les Vercons - Cerfontaine DN 300 mm.
    - 1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin - Réservoir K2 DN 150 mm.
    - 1.5.4.9. Dédoulement Ry de Rome - Mariembourg DN 400 mm.
    - 1.5.4.10. Samart - Sautour - Merlemont DN 150 mm.

- 1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin - Dourbes DN 100 mm.
- 1.5.4.12. Cerfontaine - Fourbechies DN 150 mm.
- 1.5.4.13. Pont du Roy - Cul des Sarts DN 250 mm.
- 1.5.4.14. Philippeville - Florennes DN 200 mm.
- 1.5.5. Les stations de pompage et réservoirs :
  - 1.5.5.1. Pompage Ry de Rome vers Oignies
  - 1.5.5.2. Pompage Fond de l'Eau vers Presgaux.
  - 1.5.5.3. Pompage de Mariembourg vers Philippeville
  - 1.5.5.4. Pompage de Samart.
  - 1.5.5.5. Pompage de Treignes.
  - 1.5.5.6. Réservoir de Oignies.
  - 1.5.5.7. Réservoir de Presgaux.
  - 1.5.5.8. Réservoir K2.
- 1.6. Les bâtiments de l'Unité Pilote actuellement implantée au Complexe de la Vesdre.

## 2. ADDUCTIONS

- 2.1. L'adduction du Nord du Luxembourg de DN divers s'échelonnant de 50 à 500 mm.
  - 2.1.1. La conduite Ortho - Bande - Soy, y compris les amenées vers Erneuville, Beusaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdenne, Marenne, Bourdon, Waharday et Hotton.
  - 2.1.2. La conduite Bande - Nassogne - Rochefort, y compris les amenées vers Masbourg, Forrières, Lestemy, Jemelle et Nassogne.
  - 2.1.3. La conduite Bande - Waha - On, y compris les amenées vers Harsin, Aye et Humain.
  - 2.1.4. La conduite d'alimentation de la ville de Marche.
  - 2.1.5. La conduite Ortho - Laroche - Amonines - Soy, y compris l'amenée vers Marcourt.
  - 2.1.6. La conduite Soy - Heid - Izier, y compris les amenées vers Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers-Ste-Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier et Vieux Fourneau.
  - 2.1.7. La conduite d'alimentation de Barvaux.
  - 2.1.8. La conduite Izier - Tohogne.
  - 2.1.9. Les conduites Izier - Xhoris et Izier - Ferrières
  - 2.1.10. La station de surpression de Ortho.
  - 2.1.11. Le château d'eau de Izier et ses installations de surpression.
  - 2.1.12. Les réservoirs coupe-pression de Ambly, Roy, Hotton, Barvaux et Heyd.
  - 2.1.13. Les conduites de raccordement aux réservoirs de tête des réseaux communaux et de la S.W.D.E..
  - 2.1.14. Les diverses chambres de vannes, de purge, de bifurcations et de points hauts.
- 2.2. Les ouvrages de renforcement de l'adduction du Nord du Luxembourg.
  - 2.2.1. Dédoublage de la liaison Ortho - Laroche en DN 500 mm.
  - 2.2.2. Liaison Lignièrès - Roy - Marche en DN 300 mm, y compris le bâtiment coupe-pression.
  - 2.2.3. Renforcement de l'alimentation vers Hargimont en DN 150 mm.
- 2.3. Les ouvrages du Plateau de Bastogne.
  - 2.3.1. Liaison Ortho - Luzery en DN 400 mm.
  - 2.3.2. Le réservoir de 5 000 m<sup>3</sup> à Luzery, y compris les installations électromécaniques.
  - 2.3.3. La conduite d'adduction Luzery - Senonchamps - Sainlez - Strainchamps Martelange.
  - 2.3.4. La conduite entre Bertogne et Ste Ode en DN de 50 à 200 mm.
  - 2.3.5. La conduite d'adduction Luzery - Houffalize.
  - 2.3.6. La conduite d'adduction Noville - Michamps.
  - 2.3.7. La conduite d'adduction Luzery - Bastogne.
  - 2.3.8. La conduite d'adduction Strainchamps - Fauvillers - Ebly.
  - 2.3.9. Les conduites de raccordement aux réservoirs communaux, y compris l'équipement hydraulique de ces canalisations concernant les ouvrages de : Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastogne, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers et Witry.
  - 2.3.10. Les chambres de vanne, purge et bifurcations des points hauts.
  - 2.3.11. Le château d'eau de Luzery de 1 000 m<sup>3</sup>.
  - 2.3.12. Les équipements hydrauliques, mécaniques et électriques, les appareils de commande et de contrôle ainsi que tous les accessoires nécessaires à l'exploitation des ouvrages du Plateau de Bastogne.

DN des installations reprises ci-dessus : de 60 à 400 mm.
- 2.4. Conduites dites du "Bouclage Ouest de Charleroi".
  - 2.4.1. Conduite de DN 500, 600 et 700 mm entre Fontaine l'Evêque (Forchies) et Gerpennes (Loverval).
  - 2.4.2. Conduite DN 400 mm vers Fontaine l'Evêque.
  - 2.4.3. Conduite DN 600 mm entre Aiseau et Châtelet.
  - 2.4.4. Conduite DN 400 mm entre Châtelet et Châtelineau.
  - 2.4.5. Conduite DN 700 mm entre Aiseau et Presles.
- 2.5. Adduction Néblon - Aywaille.
  - 2.5.1. Conduite Néblon (Comblain-la-Tour) - station de pompage des Crétales DN 350.
  - 2.5.2. Station de pompage et réservoir des Crétales (Comblain-la-Tour) 500 m<sup>3</sup>.
  - 2.5.3. Conduite Crétales - réservoir de Xhoris DN 350.

- 2.5.4. Réservoir de Xhoris 1 000 m<sup>3</sup>.
- 2.5.5. Conduite Xhoris - Aywaille DN 350.
- 2.5.6. Raccordement d'Awan sur la liaison Néblon - Aywaille DN 200.
- 2.5.7. Réservoir d'Awan (200 m<sup>3</sup>).
- 2.5.8. Renforcement de l'alimentation de Chambralles et Hoyémont.

### 3. TERRAINS

Les terrains dans les limites desquels les bâtiments, constructions et conduites cités en 1.1. à 2.2. sont implantés (emprises en sous-sol, zones non aedificandi et servitudes), ainsi que l'ensemble des terrains attenants aux précédents et comportant pelouses et espaces boisés.

### 4. BIENS MEUBLES

Les biens meubles notamment le matériel roulant, les matériels et matières, l'outillage, les machines de bureau, le matériel de télécommunications, le software spécifique, tel que repris à l'inventaire physique arrêté au 16.03.2001 de l'Entreprise régionale de Production et d'adduction d'Eau.

Le solde de la trésorerie de l'« ERPE » après apurement des engagements constatés au 31 décembre 2000 relatifs aux marchés dont la S.W.D.E. a reçu la maîtrise des ouvrages.

### 5. BIENS DIVERS

- 5.1. Une conduite en acier DN 600 du réservoir de Sart à Cockaifagne (Baronheid).
- 5.2. La conduite entre Marcourt et Lignièrès DN 300 mm.
- 5.3. Une conduite en acier DN 800 mm entre la rue Elva à Flémalle et la rue des Priesses.

### 6. SUPPORT CARTOGRAPHIQUE

Les biens immeubles susvisés sont représentés sous supports cartographiques consultables au siège social de la société.

La liste des cartes est la suivante

- **Plan patrimoine ERPE/SWDE n° 1**

Province de Luxembourg : complexe de l'Ourthe  
adductions du Nord Luxembourg  
adductions du plateau de Bastogne

- **Plan patrimoine ERPE/SWDE n° 2**

Province de Liège : complexe de la Vesdre  
complexe de la Gileppe  
adductions Eupen-Seraing-Thiba  
adductions Néblon-Aywaille

- **Plan patrimoine ERPE/SWDE n° 3**

Province du Hainaut : complexe du Ry de Rome  
adductions du Ry de Rome

- **Plan patrimoine ERPE/SWDE n° 4**

Province du Hainaut : bouclage Ouest de Charleroi

- **Plan patrimoine ERPE/SWDE n° 5**

Province de Namur : complexe du Ry de Rome  
adductions du Ry de Rome

---

### Bijlage

#### LIJST VAN DE GOEDEREN BESTEMD VOOR DE ACTIVITEIT VAN DE 'ERPE'

### 1. INSTALLATIES VOOR WATERPRODUCTIE EN -TOEVOER

#### 1.1. Complex van het waterbehandelingsstation van de Vesder te Eupen

- 1.1.1. Het gebouw gebruikt als waterbehandelingsstation, met inbegrip van de toevoerleidingen aangelegd in de tunnel onder de overloop en in de stuwdam zelf, inclusief hun veiligheidskleppen.
- 1.1.2. De installaties voor elektriciteitsproductie (turbines, alternatoren, elektrische en elektromechanische uitrustingen) die zich onderaan de stuwdam bevinden, met inbegrip van alle toegangsleidingen.
- 1.1.3. De bijbehorende constructies, met name :
  - 1.1.3.1. Een hal voor het afladen van reagentia, gelegen op de heuvel op de rechteroever van de stuwdam, alsmede de reagentialeidingen tussen de hal en het behandlingsstation.
  - 1.1.3.2. Een slibbezinkingsinstallatie op de rechteroever stroomafwaarts van het station, bestaande uit vijf bekkens en uit opslagplaatsen.
  - 1.1.3.3. Een geijkte weegbrug voor de kwantitatieve controle op de stortgoederenleveringen.

- 1.1.3.4. Een bovenste reservoir van 50 000 m<sup>3</sup> voor de opslag van het behandelde water en twee dienstreservoirs van 60 m<sup>3</sup>, het ene op de linkeroever en het andere op de rechteroever van het meer, alsmede de leidingen die de twee reservoirs met het behandelingsstation verbinden.
- 1.1.3.5. De stuwdamhuizen gelegen op de heuvel op de linkeroever van de stuwdam (6 dubbelhuizen, de garages, het transformatorstation en de toegang ertoe), met uitzondering van het huis van de stuwdamwachter.
- 1.2. Complex van het waterbehandelingsstation van de Gileppe te Stembert (Verviers)
- 1.2.1. Een gebouw gebruikt als waterbehandelingsstation.
- 1.2.2. De bijbehorende constructies, met name :
- 1.2.2.1. Een reservoir van 30 000 m<sup>3</sup> (Bronde).
- 1.2.2.2. Een reservoir van 30 000 m<sup>3</sup> (La Louveterie).
- 1.2.2.3. Een opslaghuis met een entrepot van 400 m<sup>2</sup>, kantoren en werkplaatsen.
- 1.2.2.4. Een 300 m lang betonnen aquaductgedeelte van de Gileppe.
- 1.2.2.5. Een betonnen doorstroomopening tussen het behandelingsstation en het reservoir van Bronde. Die doorstroomopening beschikt op het aquaduct over een kamer voor de opvang van ruw water.
- 1.2.2.6. Een lokaal genoemd restitutiekamer naar het aquaduct (gedeelte bestemd voor het behandelde water)
- 1.2.3. De volgende leidingen :
- 1.2.3.1. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen de reservoirs van Bronde en La Louveterie, met inbegrip van een zuigkamer, een lozingskamer en een wateropvangkamer voor de cliënt.
- 1.2.3.2. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen het reservoir van Bronde en de restitutiekamer naar het aquaduct, met inbegrip van de lozingskamer.
- 1.2.3.3. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen het reservoir van Bronde en kamer 9bis van de toevoerleiding Eupen - Seraing - Thiba, met inbegrip van de lozingskamer.
- 1.2.3.4. Een betonnen leiding DN 600 mm voor de afvoer van het regenwater van het station naar de Vesder.
- 1.2.3.5. Een betonnen leiding DN 400 mm voor de afvoer van het industriële afvalwater van het station naar de collector van de Vesder.
- 1.2.3.6. Een betonnen leiding DN 600 mm vanaf het station voor de regenwaterafvoer van het reservoir van La Louveterie naar la Bovegnée.
- 1.2.3.7. De toevoerleidingen en het reservoir naar het circuit van Francorchamps en Stavelot :
- 1.2.3.7.1. Een stalen leiding DN 600 van Tiège naar het reservoir van Sart
- 1.2.3.7.2. Een reservoir van 1 500 m<sup>3</sup> te Sart.
- 1.3. Toevoer Eupen - Verviers - Seraing - Thiba
- 1.3.1. De leidingen met diverse DN (1 100, 900 en 800 mm), de afsluiterputten, de lokalen voor de luchtgaten, lozingen, ontlastingskleppen en brandkranen, alsmede de elektromechanische installaties tussen het waterbehandelingsstation van Eupen en de Maas te Flémalle, met inbegrip van de Maashevel.
- 1.3.2. De leiding DN 250 mm die de toppen van Eupen bevoorraadt.
- 1.3.3. De woningen van het personeel dat toeziet op de toevoerleidingen: 2 huizen gelegen te Petit-Rechain, route de Battice nrs. 99 en 101, 2 huizen gelegen te Romsée, avenue Colonel Piron 116 en 137.
- 1.3.4. De leidingen, kamers, lokalen en uitrustingen die deel uitmaken van de verbinding tussen de stuwdammen van de Vesder en de Gileppe.
- 1.3.5. De leidingen, kamers, lokalen en uitrustingen die deel uitmaken van de verbinding Maas - Hollogne - Thiba.
- 1.3.5.1. Een gesplitste stalen leiding DN 800 mm tussen de Maashevel en de rue Elva te Flémalle.
- 1.3.5.2. Een stalen leiding DN 800 mm tussen de rue des Priesses en de rue des Anes te Grâce-Hollogne.
- 1.3.5.3. Een stalen leiding DN 700 mm tussen de rue des Anes en het reservoir van Thiba, die het eigendom is van de "C.I.L.E."
- 1.4. Complex van het waterbehandelingsstation van de Ourthe te Nisramont
- 1.4.1. Een gebouw en de uitbreidingen ervan, gebruikt als waterbehandelingsstation, met inbegrip van de leidingen en afsluiters van ruw water tot aan de stuwdammuur, alsmede de slibbehandelingsinstallaties.
- 1.4.2. De installaties voor elektriciteitsproductie (turbines, alternatoren, elektrische en elektromechanische uitrustingen) gelegen aan de voet van de stuwdam, met inbegrip van de toegangsleidingen.
- 1.4.3. De bijbehorende constructies, met name :
- De stuwdamhuizen en -appartementen op de linkeroever van de stuwdam, alsmede de toegangswegen, het transformatorstation, de garages, met uitzondering van het huis en de garage van de stuwdamwachter.
- Een geheel van twee reservoirs van 3 000 m<sup>3</sup> voor de opslag van het behandelde water, met inbegrip van het pompstation, het transformatorstation en de toegangsweg.
- 1.4.3.3. De gebouwen en uitrustingen van het reservoir (12 000 m<sup>3</sup>) te Ortho.
- De twee toevoerleidingen DN 400 mm tussen het station en de reservoirs, met inbegrip van de kamers voor lozingen, wateropvang, afsluit- en koppelingkleppen van beide leidingen, alsmede de drukpiekbeveiliging.
- 1.5. Complex van het waterbehandelingsstation van de Ry de Rome te Pétigny (Couvin)
- 1.5.1. Een gebouw gebruikt voor de behandeling van het water van het meer van de Ry de Rome.
- 1.5.2. De bijbehorende constructies, met name :



- 1.5.2.1. Een bovenste reservoir van 5 000 m<sup>3</sup> voor de opslag van behandeld water, met inbegrip van het aanpalende gebouw voor de afsluiters.
- 1.5.2.2. Een doorstromingsopening tussen het behandelingsgebouw en de bovenste reservoir.
- 1.5.2.3. Leidingen DN 200 mm, buiten de gebouwen aangelegd tussen de place Général Piron en Olloy.
- 1.5.2.4. Een opslaghal.
- 1.5.2.5. Twee vijvers voor de opvang van het afvalwater.
- 1.5.3. De hydraulische, mechanische en elektrische uitrustingen, de bedienings- en controleapparatuur, alsook alle aanhorigheden die nodig zijn voor de exploitatie van het zuiveringsstation en in bovenbedoelde gebouwen ondergebracht zijn.
- 1.5.4. De toevoerleidingen uit rekbaar gietijzer
  - 1.5.4.1. Couvin - Olloy DN 150 mm.
  - 1.5.4.2. Ry de Rome - Oignies - Le Mesnil DN (160-110) mm.
  - 1.5.4.3. Fonds de l'Eau - Presgaux - Aublain DN 150 mm.
  - 1.5.4.4. Mariembourg - Les Vercons DN 300 mm.
  - 1.5.4.5. Les Vercons - Samart DN 250 mm.
  - 1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin - Mazée - Niverlée DN 150 mm.
  - 1.5.4.7. Les Vercons - Cerfontaine DN 300 mm.
  - 1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin - Reservoir K2 DN 150 mm.
  - 1.5.4.9. Splitsing Ry de Rome - Mariembourg DN 400 mm.
  - 1.5.4.10. Samart - Sautour - Merlemont DN 150 mm.
  - 1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin - Dourbes DN 100 mm.
  - 1.5.4.12. Cerfontaine - Fourbechies DN 150 mm.
  - 1.5.4.13. Pont du Roy - Cul-des-Sarts DN 250 mm.
  - 1.5.4.14. Philippeville - Florennes DN 200 mm.
- 1.5.5. De pompstations en reservoirs :
  - 1.5.5.1. Pompstation Ry de Rome naar Oignies
  - 1.5.5.2. Pompstation Fond de l'Eau naar Presgaux
  - 1.5.5.3. Pompstation van Mariembourg naar Philippeville
  - 1.5.5.4. Pompstation van Samart
  - 1.5.5.5. Pompstation van Treignes
  - 1.5.5.6. Reservoir van Oignies
  - 1.5.5.7. Reservoir van Presgaux
  - 1.5.5.8. Reservoir K2.
- 1.6. De gebouwen van de "Unité Pilote" gelegen in het complex van de Vesder

## 2. WATERTOEVER

- 2.1. De toevoer vanuit Noord-Luxemburg van diverse DN tussen 50 en 500 mm
  - 2.1.1. De leiding Ortho - Bande - Soy, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Erneuville, Beausaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdanne, Marenne, Bourdon, Waharday et Hotton.
  - 2.1.2. De leiding Bande - Nassogne - Rochefort, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Masbourg, Forrières, Lesterny, Jemelle et Nassogne.
  - 2.1.3. De leiding Bande - Waha - On, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Harsin, Aye en Humain.
  - 2.1.4. De leiding voor de watervoorziening van de stad Marche.
  - 2.1.5. De leiding Ortho - La Roche - Amonines - Soy, met inbegrip van de toevoer naar Marcourt.
  - 2.1.6. De leiding Soy - Heid - Izier, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers-Sainte-Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier et Vieux Fourneau.
  - 2.1.7. De leiding voor de watervoorziening van Barvaux.
  - 2.1.8. De leiding Izier - Tohogne.
  - 2.1.9. De leidingen Izier - Xhoris en Izier - Ferrières.
  - 2.1.10. Het overdrukstation van Ortho.
  - 2.1.11. De watertoren van Izier en haar overdrukinstallaties.
  - 2.1.12. De reservoirs voor drukonderbreking van Ambly, Roy, Hotton, Barvaux et Heyd.
  - 2.1.13. De leidingen voor de aansluiting op de hoofdreservoirs van de gemeentelijke netwerken en van de "S.W.D.E."
  - 2.1.14. De afsluiterputten, de kamers voor de ontluchting, splitsingen en hoge punten.
- 2.2. Werken voor de versterking van de toevoerleiding van Noord-Luxemburg
  - 2.2.1. Splitsing van de verbinding Ortho - La Roche in DN 500 mm.
  - 2.2.2. Verbinding Lignièrès - Roy - Marche in DN 300 mm, met inbegrip van het gebouw voor de drukonderbreking.
  - 2.2.3. Versterking van de toevoer naar Hargimont in DN 150 mm.
- 2.3. De werken op de hoogvlakte van Bastenaken
  - 2.3.1. Verbinding Ortho - Luzery in DN 400 mm.
  - 2.3.2. Het reservoir van Luzery (5 000 m<sup>3</sup>), met inbegrip van de elektromechanische installaties.
  - 2.3.3. De toevoerleiding Luzery - Senonchamps - Sainlez - Strainchamps - Martelange.
  - 2.3.4. De leiding tussen Bertogne en Sainte-Ode in DN 50 tot 200 mm.
  - 2.3.5. De toevoerleiding Luzery - Houffalize.

- 2.3.6. De toevoerleiding Noville - Michamps.
- 2.3.7. De toevoerleiding Luzery - Bastenaken.
- 2.3.8. De toevoerleiding Strainchamps - Fauvillers - Ebly.
- 2.3.9. De leidingen voor de aansluiting op de gemeentelijke reservoirs, met inbegrip van de hydraulische uitrusting van die leidingen betreffende de installaties van : Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastenaken, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers et Witry.
- 2.3.10. De afsluiterputten, de kamers voor ontluchting en splitsingen van de hoge punten.
- 2.3.11. De watertoren van Luzery (3 000 m<sup>3</sup>).
- 2.3.12. De hydraulische, mechanische en elektrische uitrustingen, de bedienings- en controletoeestellen, alsook alle aanhorigheden die nodig zijn voor de exploitatie van de installaties op de hoogvlakte van Bastenaken.
- DN van bovenbedoelde installaties : 60 à 400 mm.
- 2.4. Leidingen van de "Bouclage Ouest de Charleroi"
- 2.4.1. Leiding van DN 500, 600 en 700 mm tussen Fontaine-l'Evêque (Forchies) en Gerpinnes (Loverval).
- 2.4.2. Leiding DN 400 mm naar Fontaine-l'Evêque.
- 2.4.3. Leiding DN 600 mm tussen Aiseau en Châtelet.
- 2.4.4. Leiding DN 400 mm tussen Châtelet en Châtelineau.
- 2.4.5. Leiding DN 700 mm tussen Aiseau en Presles.
- 2.5. Toevoerleiding Néblon - Aywaille
- 2.5.1. Leiding Néblon (Comblain-la-Tour) - pompstation Crétales DN 350.
- 2.5.2. Pompstation en reservoir Crétales (Comblain-la-Tour) 500 m<sup>3</sup>.
- 2.5.3. Leiding Crétales - reservoir van Xhoris DN 350.
- 2.5.4. Reservoir van Xhoris 1 000 m<sup>3</sup>.
- 2.5.5. Leiding Xhoris - Aywaille DN 350.
- 2.5.6. Aansluiting van Awan op de leiding Néblon - Aywaille DN 2000.
- 2.5.7. Reservoir van Awan (200 m<sup>3</sup>).
- 2.5.8. Versterking van de toevoer naar Chambralles en Hoyémont.

### 3. TERREINEN

De terreinen binnen de grenzen waarvan de gebouwen, constructies en leidingen bedoeld in 1.1 tot 1.2 zijn gelegen (innemingen van de ondergrond, non aedificandi zones en erfdienstbaarheden), alsook het geheel van de aanpalende terreinen met grasperken en beboste ruimten.

### 4. ROERENDE GOEDEREN

Met name het rollend materieel, de materialen en stoffen, de werktuigen, het kantoor materiaal, het telecommunicatiemateriaal, de specifieke software, zoals opgenomen in de op 16 maart 2001 opgemaakte fysische inventaris van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau".

Het saldo van de schatkist van het 'ERPE' na aanzuivering van de vastleggingen vastgesteld op 31 december 2000 betreffende de opdrachten waarvoor de 'S.W.D.E.' het bouwheerschap heeft gekregen.

### 5. DIVERSE GOEDEREN

- 5.1. een stalen leiding DN 600 van de reservoir van Sart te Cokaifagne (Baronheid);
- 5.2. een leiding tussen Marcourt en Lignièrès DN 300 mm;
- 5.3. een stalen leiding DN 800 mm tussen de rue Elva en de rue des Priesses te Flémalle.

### 6. CARTOGRAFIE

Bovenvermelde onroerende goederen zijn in kaart gebracht. De kaarten liggen ter inzage op de zetel van de 'Société'.

Lijst van de kaarten

- **Plan van het patrimonium ERPE/S.W.D.E. nr. 1**  
Provincie Luxemburg : Complex van de Ourthe  
Toevoerleidingen van Noord-Luxemburg  
Toevoerleidingen van de hoogvlakte van Bastenaken
- **Plan van het patrimonium ERPE/S.W.D.E. nr. 2**  
Provincie Luik : Complex van de Vesder  
Complex van de Gileppe  
Toevoerleidingen Eupen-Seraing-Thiba  
Toevoerleidingen Néblon-Aywaille
- **Plan van het patrimonium ERPE/S.W.D.E. nr. 3**  
Provincie Henegouwen : Complex van de Ry de Rome  
Toevoerleidingen van de Ry de Rome
- **Plan van het patrimonium ERPE/S.W.D.E. nr. 4**  
Provincie Henegouwen : Bouclage Ouest de Charleroi
- **Plan van het patrimonium ERPE/S.W.D.E. nr. 5**  
Provincie Namen : Complex van de Ry de Rome  
Toevoerleidingen van de Ry de Rome

## Anlage

LISTE DER GÜTER, DIE DER TÄTIGKEIT DES ERPE  
(REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR WASSERGEWINNUNG UND - ZULEITUNG) ZUGETEILT SIND

## 1. WASSERGEWINNUNGS- UND ZULEITUNGSANLAGEN

## 1.1. Komplex der Wasseraufbereitungsstation der Weser in Eupen

- 1.1.1. Das als Wasseraufbereitungsstation verwendete Gebäude, einschließlich der im Tunnel unter dem Überlauf und in dem eigentlichen Staudamm angelegten Versorgungsleitungen, bis zu den Sicherheitsverschlüssen, diese mit einbegriffen.
- 1.1.2. Die am Fuße des Staudamms gelegenen Stromerzeugungsanlagen (Turbinen, Alternatoren, elektrische und elektromechanische Ausrüstungen), einschließlich aller Zugangsleitungen.
- 1.1.3. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
  - 1.1.3.1. Eine Halle zum Entladen der Reagenzien, die sich auf der Anhöhe am rechten Ufer des Staudamms befindet, sowie die Reagenzienleitungen, welche die Halle mit der Wasseraufbereitungsstation verbinden.
  - 1.1.3.2. Eine am rechten Ufer stromabwärts der Station gelegene Anlage zur Schlammabsetzung, die sich aus fünf Becken und aus Lagerplätzen zusammensetzt.
  - 1.1.3.3. Eine Brückenwaage für die quantitative Kontrolle der Lieferungen des Schüttguts.
  - 1.1.3.4. Ein oberster Speicher mit einem Fassungsvermögen von 50 000 m<sup>3</sup> zur Lagerung des behandelten Wassers und zwei am rechten und linken Ufer des Sees eingerichtete Dienstspeicher von 60 m<sup>3</sup>, sowie die Leitungen, welche diese beiden Wasserspeicher mit der Behandlungsstation verbinden.
  - 1.1.3.5. Die auf der Anhöhe am linken Ufer des Staudamms gelegenen Häuser der Angestellten des Staudamms, mit Ausnahme des von dem Staudammwärter bewohnten Hauses (6 Doppelhäuser, deren Garage, Umspannstation und Zufahrt).

## 1.2. Komplex der Wasseraufbereitungsstation der Gileppe in Stembert (Verviers)

- 1.2.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude.
- 1.2.2. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
  - 1.2.2.1. Ein Wasserspeicher mit einem Fassungsvermögen von 30 000 m<sup>3</sup> (Bronde).
  - 1.2.2.2. Ein Wasserspeicher mit einem Fassungsvermögen von 30 000 m<sup>3</sup> (La Louveterie).
  - 1.2.2.3. Eine Lagerhalle, die sich aus einem Lagerraum von 400 m<sup>3</sup>, aus Büroräumen und Werkstätten zusammensetzt.
  - 1.2.2.4. Ein 300 m langer Abschnitt des aus Beton gebauten Aquädukts der Gileppe.
  - 1.2.2.5. Eine aus Beton gebaute Durchflussöffnung, welche die Behandlungsstation mit dem Wasserspeicher von Bronde verbindet. Diese Durchflussöffnung umfasst eine auf dem Aquädukt eingerichtete Rohwasserentnahmekammer.
  - 1.2.2.6. Eine Kammer genannt Rückflusskammer zum Aquädukt (für das behandelte Wasser bestimmter Teil).
- 1.2.3. Folgende Leitungen:
  - 1.2.3.1. Zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, welche die Wasserspeicher von Bronde und von La Louveterie verbinden, einschließlich einer Entlüftungskammer, einer Entleerungskammer und einer Kammer zur Wasserentnahme für den Kunden.
  - 1.2.3.2. zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, die den Wasserspeicher von Bronde und die Rückflusskammer zum Aquädukt verbinden, einschließlich der Entleerungskammer.
  - 1.2.3.3. Zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, die den Wasserspeicher von Bronde und die Kammer 9bis der Wasserzuleitung Eupen-Seraing-Thiba verbinden, einschließlich der Entleerungskammer.
  - 1.2.3.4. Eine Leitung DN 600 mm aus Beton zur Ableitung des Regenwassers der Station zur Weser.
  - 1.2.3.5. Eine Leitung DN 400 mm aus Beton zur Ableitung des industriellen Abwassers der Station zum Sammelkanal der Weser.
  - 1.2.3.6. Eine Leitung DN 600 mm aus Beton von der Regenwasserableitungsstation des Wasserspeichers von La Louveterie zur Bovegnée.
  - 1.2.3.7. Die Zufuhrleitungen und Wasserspeicher zur Rennstrecke von Francorchamps und Stavelot :
    - 1.2.3.7.1. Eine Leitung DN 600 mm aus Stahl von Tiège aus zum Wasserspeicher von Sart.
    - 1.2.3.7.2. Ein Wasserspeicher von 1 500 m<sup>3</sup> in Sart.

- 1.3. Wasserzuleitung Eupen-Verviers-Seraing-Thiba
  - 1.3.1. Die Leitungen verschiedener DN (1 100, 900 und 800 mm), die Absperrschieberkammern, die Kammern, welche die Entlüftungsventile, Entleerungskammern, Schnüffelventile und die Feuerlöschwasserentnahme bergen, sowie die elektromechanischen Anlagen, zwischen der Wasseraufbereitungsstation von Eupen und der Maas in Flémalle, einschließlich des Dükers in der Maas.
  - 1.3.2. Die Leitung DN 250 mm zur Versorgung der Hochpunkte von Eupen.
  - 1.3.3. Die zur Unterbringung des Aufsichtspersonals der Wasserzuleitung bestimmten Häuser : 2 in Petit-Rechain, route de Battice Nrn. 99 und 101 gelegenen Häuser, 2 in Romsée, avenue Colonel Piron 116 und 137 gelegenen Häuser.
  - 1.3.4. Die Leitungen, Kammern, Räume und Ausrüstungen, die zu der Verbindung zwischen den Rückhaltebecken der Weser und der Gileppe gehören.
  - 1.3.5. Die Leitungen, Kammern, Räume und Ausrüstungen, die zu der Verbindung zwischen der Maas - Hollogne - Thiba gehören.
    - 1.3.5.1. Eine Doppelleitung DN 800 mm aus Stahl zwischen dem Düker in der Maas und der rue Elva in Flémalle.
    - 1.3.5.2. Eine Leitung DN 800 mm aus Stahl zwischen der rue des Priesses und der rue des Anes in Grâce-Hollogne;
    - 1.3.5.3. Eine Leitung DN 800 mm aus Stahl zwischen der rue des Anes und dem Wasserspeicher von Thiba, der Eigentum der C.I.L.E. (Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux) ist.
- 1.4. Komplex der Wasseraufbereitungsanlage der Ourthe in Nisramont
  - 1.4.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude mit seinen Erweiterungen, einschließlich der Rohwasserleitungen und -ventile bis zur Staudammmauer, sowie die Schlammaufbereitungsanlage.
  - 1.4.2. Die am Fuße des Staudamms gelegenen Stromerzeugungsanlagen (Turbinen, Alternatoren, elektrische und elektromechanische Ausrüstungen), einschließlich aller Zugangsleitungen.
  - 1.4.3. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
    - 1.4.3.1. Die am linken Ufer des Staudamms gelegenen Häuser und Wohnungen der Angestellten des Staudamms, sowie deren Zugangsstraßen, Umspannstationen, Garagen, mit Ausnahme des Hauses und der Garage des Staudammwärters.
    - 1.4.3.2. Zwei Wasserspeicher von je 3 000 m<sup>3</sup> für die Lagerung des behandelten Wassers, einschließlich der Pumpstation, Umspannstation und der Zufahrtstraße.
    - 1.4.3.3. Die Gebäude und Ausrüstungen des Wasserspeichers von 12 000 m<sup>3</sup> in Ortho.
  - 1.4.4. Die beiden Druckleitungen DN 400 mm, welche die Station und die Wasserspeicher verbinden, einschließlich der Kammern, welche die Entleerungskammern, Wasserentnahmen für die Häuser, Absperrschieber und Querverbindungen der beiden Leitungen, sowie die Druckstoßsicherung bergen.
- 1.5. Komplex der Wasseraufbereitungsanlage des Ry de Rome in Pétigny (Couvin)
  - 1.5.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude des Sees des Ry de Rome.
  - 1.5.2. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
    - 1.5.2.1. Ein oberster Speicher von 5 000 m<sup>3</sup> zur Lagerung des behandelten Wassers, einschließlich der angrenzenden Ventilräume.
    - 1.5.2.2. Eine Durchflussöffnung zur Verbindung des Behandlungsgebäudes mit dem obersten Speicher.
    - 1.5.2.3. Außerhalb der Gebäude gelegte Leitungen DN 200 mm, von der place Général Piron aus bis nach Olloy.
    - 1.5.2.4. Eine Lagerhalle.
    - 1.5.2.5. Zwei Teiche zur Aufnahme des Abwassers.
  - 1.5.3. Die hydraulischen, mechanischen und elektrischen Ausrüstungen, die Steuer- und Kontrollvorrichtungen, sowie alle in den oben erwähnten Gebäuden eingerichteten, zum Betrieb der Aufbereitungsstation erforderlichen Zusatzgeräte.
  - 1.5.4. Folgende Zufuhrleitungen aus Kugelgraphitgusseisen:
    - 1.5.4.1. Couvin-Olloy DN 150 mm.
    - 1.5.4.2. Ry de Rome - Oignies - Le Mesnil DN (160-110) mm.
    - 1.5.4.3. Fonds de l'Eau - Presgaux - Aublain DN 150 mm.
    - 1.5.4.4. Mariembourg - Les Vercons DN 300 mm.
    - 1.5.4.5. Les Vercons - Samart DN 250 mm.
    - 1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin - Mazée - Niverlée DN 150 mm.
    - 1.5.4.7. Les Vercons - Cerfontaine DN 300 mm.
    - 1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin - Wasserspeicher K2 DN 150 mm.
    - 1.5.4.9. Doppelungsleitung Ry de Rome - Mariembourg DN 400 mm.
    - 1.5.4.10. Samart - Sautour - Merlemont DN 150 mm.
    - 1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin - Dourbes DN 100 mm.
    - 1.5.4.12. Cerfontaine - Fourbechies DN 150 mm.
    - 1.5.4.13. Pont du Roy - Cul-des-Sarts DN 250 mm.
    - 1.5.4.14. Philippeville - Florennes DN 200 mm.
  - 1.5.5. Folgende Pumpstationen und Wasserspeicher:
    - 1.5.5.1. Pumpvorrichtung vom Ry de Rome nach Oignies.
    - 1.5.5.2. Pumpvorrichtung vom Fond de l'Eau nach Presgaux.
    - 1.5.5.3. Pumpvorrichtung von Mariembourg nach Philippeville.
    - 1.5.5.4. Pumpvorrichtung von Stamart.

- 1.5.5.5. Pumpvorrichtung von Treignes.
- 1.5.5.6. Wasserspeicher von Oignies.
- 1.5.5.6. Wasserspeicher von Presgaux.
- 1.5.5.7. Wasserspeicher K2.

1.6. Gebäude der gegenwärtig auf dem Komplex der Weser eingerichteten Versuchseinheit

2. WASSERZULEITUNGEN

- 2.1. Wasserzuleitung Luxemburg-Nord verschiedener DN zwischen 50 und 500 mm.
  - 2.1.1. Die Leitung Ortho - Bande - Soy, einschließlich der Zuleitungen nach Erneuville, Beausaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdenne, Marenne, Bourdon, Waharday et Hotton.
  - 2.1.2. Die Leitung Bande - Nassogne - Rochefort, einschließlich der Zuleitungen nach Masbourg, Forrières, Lesterny, Jemelle und Nassogne.
  - 2.1.3. Die Leitung Bande - Waha - On, einschließlich der Zuleitungen nach Harsin, Aye et Humain.
  - 2.1.4. Die Versorgungsleitung der Stadt Marche.
  - 2.1.5. Die Leitung Ortho - La Roche - Amonines - Soy, einschließlich der Zuleitung nach Marcourt.
  - 2.1.6. Die Leitung Soy - Heid - Izier, einschließlich der Zuleitungen nach Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers Ste Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier et Vieux Fourneau.
  - 2.1.7. Die Versorgungsleitung von Barvaux.
  - 2.1.8. Die Leitung Izier - Tohogne.
  - 2.1.9. Die Leitungen Izier - Xhoris et Izier - Ferrières.
  - 2.1.10. Die Druckerhöhungsstation von Ortho.
  - 2.1.11. Der Wasserturm von Izier und dessen Druckerhöhungsanlagen.
  - 2.1.12. Die Druckunterbrechungsspeicher von Ambly, Roy, Hotton, Barvaux et Heyd.
  - 2.1.13. Die Leitungen zum Anschluss an die obersten Wasserspeicher der Gemeindefnetze und der "S.W.D.E." ("Société wallonne des Eaux" - Wallonische Wassergesellschaft).
  - 2.1.14. Die verschiedenen Schieber-, Ausspül-, Verzweigungskammern und Hochbehälter.
- 2.2. Verstärkungsbauwerke der Wasserzuleitung Luxemburg-Nord.
  - 2.2.1. Doppelungsleitung der Verbindung Ortho - La Roche in DN 500 mm.
  - 2.2.2. Verbindung Lignièrès - Roy - Marche in DN 300 mm, einschließlich des Druckunterbrechungsgebäudes.
  - 2.2.3. Verstärkung der Versorgungsleitung nach Hargimont in DN 150 mm.
- 2.3. Bauwerke des Plateau de Bastogne
  - 2.3.1. Verbindung Ortho - Luzery in DN 400 mm.
  - 2.3.2. Der Wasserspeicher von 5 000 m<sup>3</sup> in Luzery, einschließlich der elektromechanischen Anlagen.
  - 2.3.3. Die Wasserzuleitung Luzery - Senonchamps - Sainlez - Strainchamps - Martelange.
  - 2.3.4. Die Leitung zwischen Bertogne und Sainte-Ode in DN 50 bis 200 mm.
  - 2.3.5. Die Wasserzuleitung Luzery - Houffalize.
  - 2.3.6. Die Wasserzuleitung Noville - Michamps.
  - 2.3.7. Die Wasserzuleitung Luzery - Bastogne.
  - 2.3.8. Die Wasserzuleitung Strainchamps - Fauvillers - Ebly.
  - 2.3.9. Die Leitungen zum Anschluss an die Gemeindefwasserspeicher, einschließlich der hydraulischen Ausrüstung dieser Kanalisationen, welche die Bauwerke folgender Gemeinden betreffen: Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastogne, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers und Witry.
  - 2.3.10. Die Schieber-, Ausspül-, Verzweigungskammern der Hochbehälter.
  - 2.3.11. Der Wasserturm von Luzery von 1 000 m<sup>3</sup>.
  - 2.3.12. Die hydraulischen, mechanischen und elektrischen Ausrüstungen, die Steuer- und Kontrollvorrichtungen, sowie alle zum Betrieb der Bauwerke des Plateau de Bastogne erforderlichen Zusatzgeräte. DN der oben erwähnten Einrichtungen : von 60 bis 400 mm.
- 2.4. Leitungen genannt "Bouclage Ouest de Charleroi"
  - 2.4.1. Leitung DN 500, 600 und 700 mm zwischen Fontaine l'Evêque (Forchies) und Gerpennes (Loverval).
  - 2.4.2. Leitung DN 400 mm nach Fontaine l'Evêque.
  - 2.4.3. Leitung DN 600 mm zwischen Aiseau und Châtelet.
  - 2.4.4. Leitung DN 400 mm zwischen Châtelet und Châtelineau.
  - 2.4.5. Leitung DN 700 mm zwischen Aiseau und Presles.
- 2.5. Wasserzuleitung Néblon - Aywaille
  - 2.5.1. Leitung Néblon (Comblain-la-Tour) - Pumpstation des Crétales DN 350.
  - 2.5.2. Pumpstation und Wasserspeicher des Crétales (Comblain-la-Tour) 500 m<sup>3</sup>.
  - 2.5.3. Leitung Crétales - Wasserspeicher von Xhoris DN 350.
  - 2.5.4. Wasserspeicher Xhoris 1 000 m<sup>3</sup>.
  - 2.5.5. Leitung Xhoris - Aywaille DN 350.
  - 2.5.6. Anschluss von Awan an der Verbindung Néblon - Aywaille DN 200.
  - 2.5.7. Wasserspeicher von Awan (200 m<sup>3</sup>).
  - 2.5.8. Verstärkung der Versorgungsleitung von Chambralles und Hoyémont.

## 3. GRUNDSTÜCKE

Die Grundstücke, innerhalb deren Grenzen die in den Punkten 1.1 bis 2.2 erwähnten Gebäude, Bauten und Leitungen eingerichtet sind (Untergrundflächen, Zonen non aedificandi und Dienstbarkeiten), sowie die gesamten Grundstücke, die an die vorhergehenden Grundstücke angrenzen und Rasen- und bewaldete Flächen enthalten.

## 4. BEWEGLICHE GÜTER

Die beweglichen Güter, insbesondere rollendes Material, Material und Stoffe, Werkzeuge, Büromaschinen, Telekommunikationsmaterial, die spezifische Software, so wie sie in der am 16.03.2001 verabschiedeten körperlichen Bestandsaufnahme der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" angeführt wird.

Der Saldo der Finanzmittel der "ERPE" nach Bereinigung der am 31. Dezember 2000 festgestellten Ausgabenverpflichtungen bezüglich der Aufträge, für welche die W.W.G. die Bauherrschaft erhalten hatte.

## 5. SONSTIGE GÜTER

- 5.1. Eine Leitung DN 600 aus Stahl des Wasserspeichers von Sart in Cockaifagne (Baronheid).
- 5.2. Die Leitung zwischen Marcourt und Lignières DN 300 mm.
- 5.3. Eine Leitung aus DN 800-Stahl zwischen der rue Elva in Flémalle und der rue des Priesses.

## 6. KARTOGRAPHISCHE UNTERLAGEN

Die oben erwähnten UNBEWEGLICHEN Güter werden auf kartographischen Unterlagen präsentiert, die in dem Gesellschaftssitz der Gesellschaft eingesehen werden können.

Die Liste der Karten ist die folgende:

- **Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 1**  
Provinz Luxemburg : Komplex der Ourthe  
Wasserzuleitung Luxemburg-Nord  
Wasserzuleitung des Plateau de Bastogne
- **Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 2**  
Provinz Lüttich : Komplex der Weser  
Komplex der Gileppe  
Wasserzuleitung Eupen - Seraing - Thiba  
Wasserzuleitung Néblon - Aywaille
- **Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 3**  
Provinz Hennegau : Komplex des Ry de Rome  
Wasserzuleitung des Ry de Rome
- **Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 4**  
Provinz Hennegau : Westliche Schleife von Charleroi
- **Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 5**  
Provinz Namur : Komplex des Ry de Rome  
Wasserzuleitung des Ry de Rome

---

**MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 2003 — 4539

[2003/202037]

**24 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les jetons de présence  
du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 21 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'Environnement dans le cadre du Développement durable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;